

# L'Afrique est-elle incapable de s'unir ? Lever l'intangibilité des frontières et opter pour un passeport commun

Par : Yves Ekoué AMAIZO ; Jonas RANO ; Mathieu MOUNIKOU, Atsutsé Kokouvi AGBOLI et al.

Publication : Mai 2001

## Résumé

Malgré tous les efforts dits bienveillants d'une communauté internationale principalement occidentale, pour prévoir et projeter en Afrique un certain développement sans emplois, c'est l'organisation de la désunion selon la formule *diviser pour préserver ses intérêts* qui a prévalu sur le continent africain au cours de cette fin de 20e siècle. Parfois, il fut aussi question d'organiser entre autres, l'élimination des Africains d' Afrique en faisant le commerce des armes grâce à la gestion télécommandée des guerres civiles, à la globalisation du sida, ou encore grâce à toute une technique subtile d'attraction des élites vers les pôles de richesses situés actuellement en Occident. Il est possible de constater que tout est en place pour empêcher l' Afrique de s'unir. La globalisation de l'économie a révélé un développement mutilé de l' Afrique<sup>16</sup>.

Pourtant les Africains ne sont pas neutres dans cette histoire. Beaucoup, avec un cynisme froid importé de là d'où proviennent les instructions de gouvernance, ont préféré opter pour des politiques de trahison de la cause de l'unité, annihilant les chances véritables d'émergence d'une Afrique plurielle et interdépendante. Les dirigeants actuels semblent aveuglés par un besoin viscéral d'organiser l'unité africaine sans la société civile. Les populations sont parfois même sommées de se taire ou de subir, souvent dans la chair, la dure réalité de la conception de l'ordre public africain inhérent à la gestion patrimoniale de l'Etat-nation importé. Mépris, arrogance ou déni d'existence ? Non, peur de la transparence. Le masque de la langue de bois est alors souvent appelé *au secours*.

La collusion entre les dirigeants occidentaux et leurs amis africains finit par faire croire que l'objectif ultime de l'Union africaine ne relève, au mieux, que d'une plaisanterie d'un mauvais goût, ou plus simplement de la naïveté. En faisant obstacle à la participation de la population grâce à une gouvernance de la non-transparence, il est question d'empêcher la société civile de prendre conscience de sa souveraineté, de se réveiller et de réclamer ses droits à l'autodétermination, L'Afrique, reine du rythme et de la rumba, est une *société à vitesse lente* qui ne peut se permettre de cautionner cette nouvelle et virtuelle partition du continent selon les schémas de 1885, établis à Berlin. Malgré tant d'efforts pour exploiter ce continent sans en faire bénéficier la population autochtone, malgré les mouvements chaotiques de modifications forcées des frontières par des mouvements armés, malgré l'apurement de la dette en trompe-l'oeil, malgré l'aide-conditionnée où les conditionnalités prennent le pas sur la volonté d'aider, malgré la volonté de *dé-populationner* l' Afrique par tous les moyens, c'est au fond le constat d'échec des politiques

importées et de gestion du *quiproquo* qui apparaît au grand jour. Ces dernières ont pourtant réussi à faire oublier l'urgence de l'organisation collective en Afrique.

Au-delà de l'égoïsme des dirigeants occidentaux et de leurs amis africains, c'est finalement la difficulté à contrôler ce continent et sa résistance émergente qui retiennent l'attention. Bref, c'est l'impossible indivision d'une Afrique considérée comme un *bien public* global. Vouloir en faire un *bien privé* de quelques Etats-nations occidentaux dans le cadre de la globalisation est une erreur qui risque de coûter chère aux contribuables occidentaux, considérés comme les payeurs en dernier ressort.

En réalité, c'est d'interdépendance dont a besoin l'Afrique et c'est ce message qu'il convient de soutenir et de rendre opérationnel. Finalement, être incapable de s'unir, c'est organiser collectivement, et de manière prévisible, le suicide collectif de ce continent. Au contraire, s'organiser collectivement, en se jouant des anomies de l'imprévisibilité et des ingérences non-neutres, c'est assurer l'avènement d'une diplomatie nouvelle, à savoir: l'influence sans la puissance. L'Afrique en est-elle capable au cours du 21<sup>e</sup> siècle ? That is the question! Elle ne pourra vraisemblablement pas prétendre émerger au cours de ce siècle si elle ne retrouve pas sa légitimité populaire notamment en organisant l'avènement de parlements supra et infra-nationaux.

Il suffit d'évoquer l'idée d'une prise de conscience collective des intérêts de l'Afrique pour que les vieilles querelles, marquant la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), se réveillent parfois attisées par des forces extérieures à l'Afrique. Depuis la volonté affichée de l'Afrique du Sud d'appuyer la renaissance de l'Afrique, la croisade libyenne de construire à une vitesse soutenue les Etats-Unis d'Afrique, le besoin du Ghana de rappeler que les dirigeants n'ont pas toujours œuvré pour le bien de la population, et la volonté affichée de plusieurs Chefs d'Etat de consolider les progrès au niveau de l'intégration sous-régionale ) , il faut malheureusement se rendre à l'évidence que le plus petit dénominateur commun consistant à dépoussiérer l'OUA en guise de réforme semble demeurer la triste réalité des avatars de l'Union africaine. Faut-il en déduire que la politique des petits pas ne semble plus fonctionner ?

Certains responsables d'Etats africains ont trouvé plus facile de consolider leurs cordons ombilicaux avec l'ex-colonisateur, inaugurant en cela le paradigme du nombrilisme; d'autres ont préféré chercher à joindre discrètement des structures régionales existantes extérieures à l'Afrique plutôt que de construire l'Afrique de demain. Il devient urgent de redonner une priorité égale à une Afrique économique, une Afrique politique et une Afrique sociale, cette dernière n'a pas encore fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour des discussions. Faut-il croire alors que face à l'histoire, les Chefs d'Etats africains sont collectivement des irresponsables ? Assurément pas !

Avec le phénomène de la globalisation des économies et la circulation de produits permettant à l'Afrique d'organiser sa propre déstabilisation, l'Etat-nation occidental importé en Afrique est devenu obsolète et dangereux. Il est donc clair qu'en recherchant l'union sans adhésion et participation de la société civile, les dirigeants africains ont choisi la voie rapide et risquée de l'unité des Chefs d'Etat. Même cela semble impossible à réaliser... Bref, on ne décrète pas l'unité africaine. Il faut d'abord prendre conscience que la globalisation a permis de mettre en exergue l'extraordinaire interdépendance de l'Afrique avec elle-même et avec le reste du monde. Ne présentant aucun danger militaire pour les Occidentaux obnubilés par

une vengeance toujours possible à cause des 400 ans d'exploitation de ce continent et de ses habitants, l'Afrique demeure, aux yeux de ceux qui dirigent le monde, un risque systémique. Elle est à tort :

- . sujet d'insécurité du fait, entre autres, de flux migratoires en mouvement vers les pôles d'attraction des richesses mondiales et du sida., et en même temps
- . objet d'insécurité principalement à cause de guerres intestines ayant pour objet de lever l'intangibilité des frontières selon un schéma d'appropriation du sous-sol pas toujours dicté par l'extérieur .

Du coup et malheureusement, les repères collectifs devant servir de fondation à la construction d'un système de rassemblement des Africains sont encore dans le flou et doivent être redéfinis et librement acceptés collectivement.

Il faut ré-apprendre collectivement à défendre les intérêts africains partout où cela est possible et ne pas tomber dans le piège de la naïveté quand aux solutions importées comme allant nécessairement dans le sens du bien-être du peuple africain. Mais qu'en est-il de ses représentants ? Sont-ils prêts à défendre les intérêts de la société civile africaine ? Sont-ils prêts à proposer une Charte africaine de l'interdépendance au suffrage de tous les Africains ? L'Afrique est-elle incapable de s'unir pour défendre ses intérêts ? Certainement! Surtout si elle compte plus de traîtres dans ses rangs que de véritables responsables prêts à réduire les souffrances d'un peuple meurtri par l'histoire et un système néo-libéral devenu *arrogant* face au vide politique laissé par la fin de la guerre froide. Ce système basé sur une logique de conflits, de guerres, de division et d'usurpation ne peut s'appliquer tel quel à l'Afrique. Il devenait urgent de trouver un autre paradigme interne à, l'Afrique : l'interdépendance.

Malgré la désinformation ambiante et l'afro pessimisme hypocrite, ce ne sont plus des solutions, mais des logiques de comportements et de prise de conscience qui sont proposées pour que l'Afrique retrouve la confiance en elle et en ses enfants d'hier , d'aujourd'hui, et de demain en misant sur la transparence et le refus d'annihiler la conscience de la souveraineté. L'Afrique doit pouvoir être capable de dire *non* collectivement sur des dossiers où ses intérêts sont bafoués. Elle doit aussi être capable de dire *oui* et respecter ses engagements collectivement. A défaut, elle organise son exclusion du 21e siècle. Il faut avoir le courage d'innover. Il est donc proposé de lever pacifiquement l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation et d'opter pour un passeport commun pour les Africains *d'hier, d'aujourd'hui et de demain*. En se jouant de l'imprévisibilité en optant pour la transparence, les Africains et les amis de l'Afrique pourront collectivement favoriser l'émergence de zones interdépendantes d'échanges, de production et de bien-être. Les dirigeants africains auront-ils le courage de soumettre une Charte de l'Interdépendance, véritable constitution de l'Afrique pré-confédérale, au référendum de tous les Africains ? Rien n'est moins sûr ! Il reste néanmoins à convaincre ceux qui décident de l'avenir de l'Union africaine que cette démarche passe par l'organisation de l'interdépendance africaine avec la société civile. Un défi qui n'a besoin que d'un peu de volonté, de détermination face à l'adversité et de respect des citoyens africains.

Le refus de l'improvisation, le besoin de vérité et de réconciliation entre Africains et une flexibilité dans le rythme d'adhésion et de mise en oeuvre deviennent des conditions essentielles du succès de la démarche menant à l'unité plurielle des Africains, et à terme de l'Afrique.

Descripteurs : Intégration Africaine, Développement Economique et Social, Organisations Africaines, Stratégie de Développement, Coopération Economique, Coopération Sud Sud, Globalization

Contact :

Yves Ekoué Amaïzo  
Division Information  
ONUDI – Vienne